



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COC

2 boulevard Marie et Pierre Curie
bâtiment Optim@5 - BP 10036
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2026 461 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement COC implanté Lieu-dit "Les Hommes Guillaume" 86400 Saint-Pierre-d'Exideuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COC
- Lieu-dit "Les Hommes Guillaume" 86400 Saint-Pierre-d'Exideuil
- Code AIOT : 0007203043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le stockage de céréales, associé à un séchoir, le stockage d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	AP Complémentaire du 04/05/2016, article 11-c	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Dispositions applicables au stockage de produits phytopharmaceutiques	AP Complémentaire du 04/05/2016, article 31	Demande d'action corrective	15 jours
8	Rétention du local stockage de produits phytosanitaires	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.9	Demande d'action corrective / Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Situation administrative	AP Complémentaire du 04/05/2016, article 2
3	Registre des précurseurs d'accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
4	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
5	Formation du personnel aux situations d'urgences	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
6	Stockage des engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
9	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 04/05/2016, article 13
10	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 04/05/2016, article titre 7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points installations électriques, rétention et local de stockage des produits phytopharmaceutiques (exutoires de fumées / détecteurs incendies) des justificatifs et demandes d'actions correctives sont attendus. L'ensemble des autres points ne souffre d'aucune observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2016, article 11-c
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <i>[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de

<i>l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</i> <i>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]</i>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'IIC contrôle le rapport électrique (code du travail), émis par l' Apave datant du 25 février 2025 qui fait état de 4 observations qui, selon l'exploitant, ont été levées en février 2025 et janvier 2026 (vérifié sur l'application Ged Silo de l'exploitant).</p> <p>Concernant le rapport Q18 2025, la vérification s'est faite sous coupure générale : elle conclut que les installations peuvent entraîner des risques d'explosion et d'incendie. Selon l'exploitant, cette observation est due à de la poussière dans une armoire électrique. l'IIC vérifie la propreté de cette armoire électrique qui s'avère exempte de poussière.</p> <p>Également contrôlé, le rapport ICPE datant du 28 mai 2025 comportant 1 observation levée en janvier 2026.</p> <p>Le rapport Q19 datant du 7 novembre 2024 est sans observations. Celui-ci est réalisé tous les 3 ans.</p> <p>La prochaine vérification électrique est prévue le 29 avril 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra les rapports une fois ceux-ci en sa possession et si besoin les justificatifs de remise en conformité des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <p><i>L'installation est autorisée pour les activités suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2160-2 (stockage de céréales en silos verticaux) : Autorisation • 2910-A (combustion) : Déclaration avec contrôle • 4510-2 (dangereux pour l'environnement) : Déclaration avec contrôle • 4702-II (engrais) : Déclaration avec contrôle • 4702-IV (engrais) : Déclaration avec contrôle • 4718-2 (GPL) : Déclaration avec contrôle <p><i>L'installation est seveso seuil bas par règle des cumuls.</i></p>
Constats :

L'exploitant ne déclare aucune modification des installations. Aucune activité non autorisée n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des précurseurs d'accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Registre de signalement
Prescription contrôlée : <i>[...] Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</i>
Constats : Le jour de la visite, le registre est consulté. Aucun enregistrement n'est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : <i>[...] L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions [de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017], y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. [...]</i>
Constats : Reçu par mail, la liste des équipements et de leur suivi. Cette liste indique pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification. Tout est conforme aux attendus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel aux situations d'urgences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p><i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu sur PC, le jour de la visite, les différentes formations suivies par les deux magasiniers polyvalents et leur durée de validité. Avec entre autres, Formation POI, Risques de stockage d'engrais solides et prévention des risques incendie explosion poussières (IEP). Les formations sont à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stockage des engrais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible [...]. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) ;</i> • <i>les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale ;</i> • <i>le nitrate d'ammonium technique ;</i> • <i>les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.</i>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les engrais stockés exclusivement en intérieur sont éloignés de toute zone d'échauffement potentiel et de matière combustible et incompatible. Les deux cases visitées sur site par sondage contenaient pour la première 13,82 tonnes de Phoxen 20.20.00 sans amonitrate et pour la seconde 468,27 tonnes d'amonitrate 33.5. Les panneaux d'identifications des produits sont implantés dans la case, et au niveau des locaux de réception afin de connaître et informer les services d'interventions en cas d'incident ou d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dispositions applicables au stockage de produits phytopharmaceutiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2016, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages produits phyto</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</i></p> <p><i>Des détecteurs incendie reliés à une alarme sonore avec émission d'appel téléphonique sont présents sur le dépôt.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, les exutoires ont été contrôlés en interne le 02 février 2026 et la manœuvre aurait été réussie.</p> <p>Le jour de la visite, le test d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées s'est révélé non concluant. En effet, ce test manuel a permis une ouverture de seulement une dizaine de centimètres sur les deux dispositifs contrôlés.</p> <p>Des détecteurs incendie ont été visualisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une maintenance corrective de ces dispositifs puis justifier la levée de la non-conformité.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs de vérification des détecteurs incendie et de la centrale associée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Rétention du local stockage de produits phytosanitaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le local de stockage des produits phytosanitaire est mis en rétention grâce à deux batardeaux. Ceux-ci ont été contrôlés en interne le 1 décembre 2025 et le 13 janvier 2026. Les essais étaient concluants à ces dates là.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fermer les batardeaux. Il a été constaté des blocages mettant en évidence l'absence de manœuvre régulière. De plus l'absence d'étanchéité</p>

au point de jonction entre les 2 parties du batardeau de la porte du hangar et l'espace récepteur a été constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit modifier le système de mise en rétention du local des produits phytopharmaceutiques par batardeaux afin que la manœuvre s'effectue sans contrainte et que l'étanchéité soit totale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective / Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2016, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, lutte incendie
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. [...]</i>
Constats : Le jour de l'inspection, l'IIC contrôle les rapports de vérification des moyens de lutte incendie : Pour les extincteurs, le rapport Desautel datant du 18 avril 2024 identifie 1 extincteur HS (changé le 25 mai 2025). Le rapport de février 2025 mentionne un extincteur périmé (1 cuve remplacée le 11 mars 2025). Le rapport de contrôle de la centrale incendie réalisé par Desautel le 11 mars 2025 est sans observation. Les détections NOx sur case engrais ont été contrôlées le 12 juin 2025 par Dräger, sans observations. La réserve d'eau d'un volume de 280 m ³ est présente et pleine. Le fonctionnement de la pompe puisant dans la réserve incendie sus-visée et dédiée à la protection du séchoir et de la cuve de propane est contrôlée régulièrement par l'exploitant et suivi dans un registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2016, article titre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : [...] La vérification des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme

compétent distinct de l'installateur au plus tard 6 mois après leur installation puis tous les 2 ans conformément à la norme NF EN 62305-3
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification des équipements contre la foudre datant du 28 mai 2025 comporte 3 observations levées selon l'exploitant et vérifié sur l'application « GED silo ».</p> <p>La prochaine vérification foudre aura lieu le 30 avril 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport une fois celui-ci en sa possession et si besoin les justificatifs de remise en conformité des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite